



CENTRE DE JUSTICE  
DE PROXIMITÉ  
Grand Montréal

# Rapport annuel 2024 2025





## MISSION

Promouvoir l'accès à la justice en favorisant la participation des personnes, par des services d'information juridique, de soutien et d'orientation offerts en complémentarité avec les ressources existantes.

## VISION

Être un lieu reconnu d'information juridique et d'orientation, proche des personnes, visant à rendre la justice plus accessible et à accroître la confiance dans le système de justice.

## VALEURS

- Impartialité
- Respect et empathie
- Ouverture d'esprit
- Collaboration

# CHAMPS D'ACTION

Comment aider les personnes à mieux naviguer à travers des enjeux juridiques



## CONSULTATION JURIDIQUE

- Aider les personnes à comprendre les implications d'une situation
- Faire connaître les différentes options
- Offrir le soutien de professionnel.les du droit en personne, par téléphone ou virtuellement afin de répondre aux questionnements



## SOUTIEN ET ORIENTATION

- Offrir du soutien psychosocial en personne, par téléphone ou virtuellement
- Accompagner à la cour
- Faire découvrir les ressources utiles



## IMPLICATION DANS LA COMMUNUTÉ MONTREALAISE

- Participer à de nombreux événements
- Créer des liens avec les organismes de la région partageant les mêmes valeurs



## PRÉVENTION

- Offrir des séances d'information juridique de groupe selon les besoins des divers organismes partenaires de la région



## PROMOTION DES PRD

- Explorer les différents modes de prévention et de règlement des différends selon la situation vécue et le besoin exprimé

# NOTRE IMPACT AU QUOTIDIEN

## Une personne a un enjeu avec son employeur

Face à une situation complexe et incertaine, le soutien reçu a fait toute la différence. Grâce aux documents transmis et à l'accompagnement offert, il a été possible d'aborder la négociation avec confiance et clarté. Ces ressources ont permis d'ouvrir un dialogue constructif avec l'entreprise concernée. Le résultat : une entente satisfaisante a été conclue, incluant un important dédommagement correspondant à trois fois plus que l'offre initiale.

La résolution de ce litige à l'amiable, sans recours judiciaire, représente non seulement un soulagement, mais aussi un soutien financier concret à un moment critique. Elle offre la stabilité nécessaire pour aborder plus sereinement la recherche d'un nouvel emploi.

## Une personne se représente seule dans le cadre de sa séparation

Ce matin-là, au palais de justice, la tension était palpable. Grâce aux nombreuses informations, ressources et explications reçues en amont, l'audience a pu être abordée avec une préparation solide — ce qui a permis de se concentrer sur l'essentiel : rester calme et défendre au mieux les intérêts des enfants.

Comme souhaité, une procureure à l'enfant a été désignée. Une décision accueillie avec un grand soulagement, perçue comme une avancée importante pour leur protection et leur bien-être.

L'avenir reste incertain. Mais une chose est claire : sans le soutien reçu, il n'aurait pas été possible de porter aussi clairement la voix des enfants devant le Tribunal. Il en résulte un sincère sentiment de gratitude.



Face à une situation complexe et incertaine, le soutien reçu a fait toute la différence.

# PORTRAIT DE L'ANNÉE 2024-2025

Des services en demande et au cœur du parcours juridique des personnes

Service de consultation juridique personnalisée

**6 836**  
RENCONTRES

Séance d'information juridique grand public

**53**  
SÉANCES DE GROUPE

**1 333**  
PARTICIPANT.ES

TAUX DE SATISFACTION  
FRÔLANT LES  
**100 %**

Malgré tous nos efforts, un certain nombre de Montréalais.es n'ont pu obtenir notre service par manque de temps ou de ressources. Ainsi, **1 295 personnes** ont dû être refusées par manque de temps, de ressources ou de non-couverture du service. Par ailleurs, **896 personnes** n'ont pas pu être rejointes après plusieurs tentatives de retour d'appel ou ne se sont pas présentées à leur rendez-vous.

Autres services d'accompagnement

**216**  
RENCONTRES AU SERVICE  
D'INTERVENTION PSYCHOSOCIALE

**14**  
ACCOMPAGNEMENTS VIA NOTRE  
SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT  
À LA COUR

Faciliter le parcours

**+ DE 50**  
MODÈLES DE PROCÉDURE ET  
AUTRES DOCUMENTS MIS À LA  
DISPOSITION DES PERSONNES

**+ DE 12 170**  
**DEMANDES**

[tous services confondus]

↑  
**4 %**

## NOUVEAUTÉS

- Clinique juridique en partenariat avec la BANQ
- Lancement du Juripôle
- Lancement d'un service de calcul de pension alimentaire
- Mobilisation du réseau des CJP autour de projets nationaux (Accompagnement en droit notarial (ADN), recherche-action : Juristes mobiles, Info locataire 65+)
- Pérennisation du service d'intervention psychosociale

# MOT DE LA PRÉSIDENTE

Pour une quatrième année consécutive, j'ai l'honneur de vous présenter, au nom du conseil d'administration du Centre de justice de proximité du Grand Montréal [CJPGM], le rapport annuel 2024-2025.

Cette année a été marquée par des défis socio-économiques majeurs : hausse du coût de la vie, instabilité du marché du travail et pressions économiques qui ont poussé un nombre croissant de personnes à chercher une assistance juridique gratuite. Plus que jamais, le CJPGM a répondu à cet appel, en renforçant ses services et en développant des outils adaptés aux besoins juridiques et psychosociaux de la population.

Le travail du CJPGM se reflète à travers des chiffres marquants : 6836 consultations, 216 accompagnements psychosociaux et 323 personnes accueillies au palais de justice depuis janvier 2025. L'intervention précoce a permis d'éviter la judiciarisation dans 77 % des cas rencontrés, prouvant une fois de plus l'impact réel de notre accompagnement.

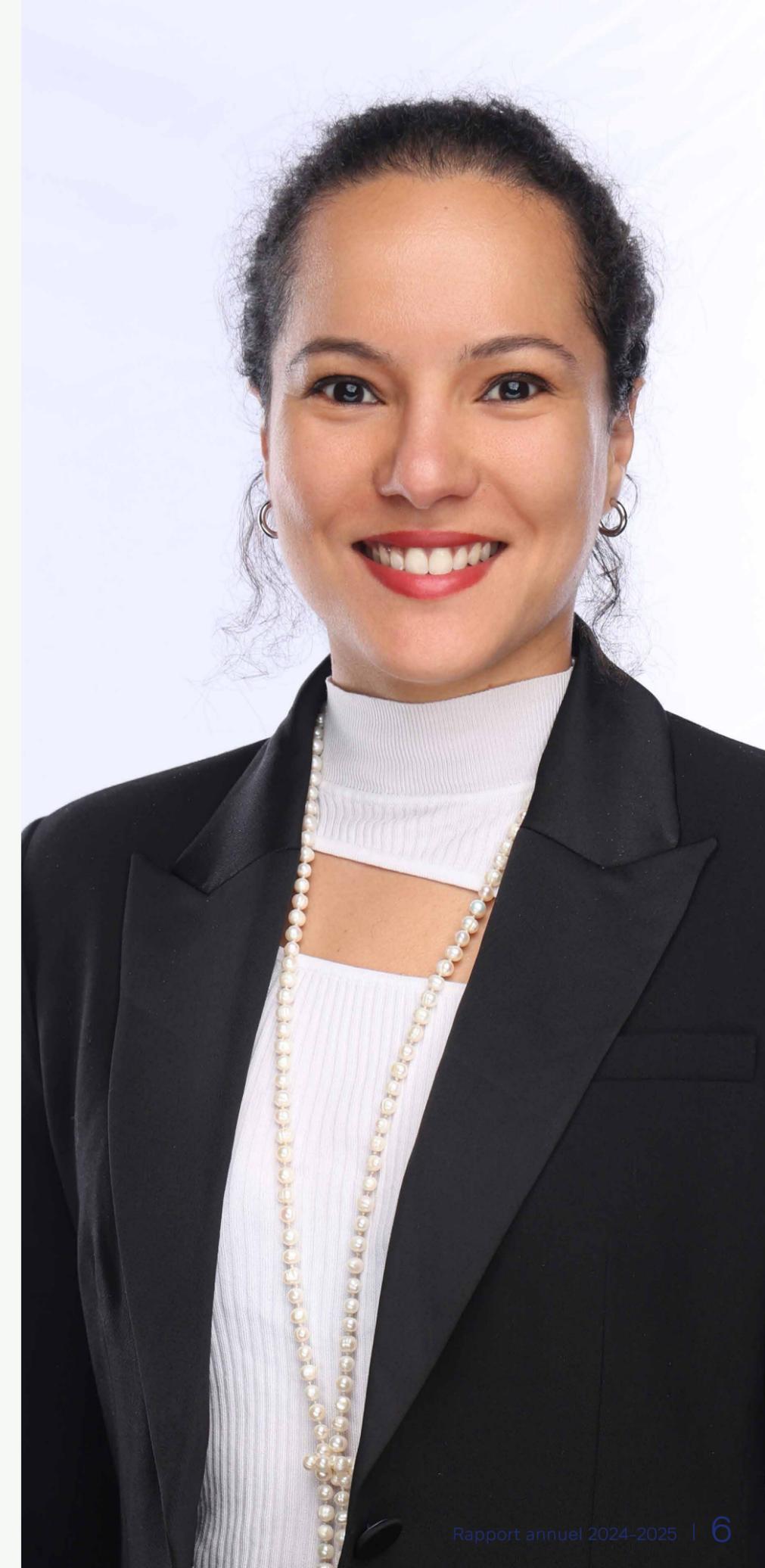
Nos rencontres en intervention psychosociale continuent de jouer un rôle essentiel en offrant un espace sécurisant aux justiciables. Parallèlement, nous avons constaté une augmentation des personnes se représentant seules devant les tribunaux. Pour leur offrir un soutien concret, nous avons développé des modèles et outils de procédure facilitant leur parcours judiciaire.

L'année 2025 marque également une avancée majeure avec la création du premier service juridique spécialisé du CJPGM : le calcul de pension alimentaire pour enfants mineurs. De plus, notre collaboration avec le Barreau et le Jeune Barreau de Montréal pour créer le Juripôle, un espace centralisé dédié aux personnes non représentées en quête d'information juridique, est en voie de devenir une référence en matière d'accessibilité à la justice.

Il va sans dire que le CJPGM demeure un acteur clé de la communauté juridique et sociale, participant activement aux réflexions sur l'accès à la justice et les modes de prévention des différends. Toutes ces réussites n'auraient pas été possibles sans le dévouement de notre équipe et de sa directrice générale, Jennifer Fafard-Marconi, que nous félicitons et remercions chaleureusement.

Nous poursuivons notre mission d'innovation et d'accessibilité pour mieux servir les personnes du Grand Montréal, et nous espérons une année 2025-2026 riche en avancées positives.

**Aida Mezouar, avocate**  
**Présidente du CJPGM**



# MOT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

L'année 2024-2025 restera gravée dans l'histoire du CJPGM comme une période de transformation, portée par une volonté commune d'aller encore plus loin pour rendre la justice plus accessible.

Nous avons débuté notre année en élargissant notre mission afin d'intégrer les services juridiques, une étape majeure. Ce changement s'est accompagné de la mise en place d'un nouvel outil de gestion de la clientèle, conçu pour mieux répondre aux besoins des personnes. C'est aussi grâce à cette évolution que nous avons pu lancer notre tout premier service juridique en matière familiale, une grande fierté de la dernière année !

Un autre jalon marquant fut l'inauguration du Juripôle, né d'une collaboration sincère entre le CJPGM, le Jeune Barreau de Montréal, le Barreau de Montréal et le Palais de justice de Montréal. Ensemble, nous avons uni nos forces autour d'un objectif commun : mieux desservir la population, directement au palais de justice. Ce projet témoigne de la force du travail de collaboration et de l'importance de créer des ponts.

Nous avons également franchi une autre étape importante avec la pérennisation de notre service d'intervention psychosociale, à la suite d'un travail colossal d'analyse de son impact et de sa pertinence dans le cadre de notre offre globale. Cette reconnaissance vient confirmer ce que nous constatons déjà sur le terrain : ce service est essentiel, complémentaire et profondément humain.

Alors que nous tournons notre regard vers 2025-2026, avec l'annonce de nouveaux financements, nous sommes animés par la volonté de renforcer notre présence au palais de justice, en misant plus que jamais auparavant sur la multidisciplinarité. L'intersection entre le soutien juridique et l'intervention psychosociale est au cœur de notre approche. Nous sommes également motivés à élargir nos actions auprès des organismes communautaires dans l'objectif de continuer

à rejoindre les personnes là où elles se trouvent, avec des services adaptés, accessibles et ancrés dans leur réalité. Les travaux inspirants de notre recherche-action Juristes mobiles qui ont débuté cette année, de même que l'annonce de nouveaux financements, ne font que renforcer notre mobilisation en ce sens.

Chaque jour, nous mesurons l'impact de notre travail dans les mots de celles et ceux que nous aidons. Certains nous disent que nous avons changé leur vie, parfois même sauvé leur vie. Ces témoignages nous rappellent pourquoi nous faisons ce travail — et pourquoi nous continuerons, avec cœur, détermination et espoir.

Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance envers les membres de l'équipe, qui ont traversé cette année de changements avec engagement, flexibilité et cœur. Leur capacité d'adaptation, leur solidarité et leur professionnalisme furent essentiels. Un immense merci également à notre équipe nationale, dont le soutien constant, les conseils avisés et la présence à nos côtés ont grandement contribué à faire de cette transition un succès. Rien de tout cela n'aurait été possible sans ce travail collectif.

Après au-delà de huit années à la direction générale, je reste plus convaincue que jamais de l'importance de nos services. C'est ma fierté quotidienne, ce qui continue de me porter, jour après jour. Merci à toutes les personnes qui croient en notre mission. Ensemble, nous faisons une réelle différence.

**Jennifer Fafard-Marconi, avocate  
Directrice générale**



AMÉLIORATION

BESOIN

COLLABORATION

INNOVATION  
CROISSANCE

CONSOLIDATION

INNOVATION ACCOMPAGNEMENT

CONTINUITÉ

COMPLÉMENTARITÉ

ENGAGEMENT

CROISSANCE

ACCESSIBILITÉ

CONSOLIDATION AMÉLIORATION

COMPLÉMENTARITÉ

BESOIN VALEUR AJOUTÉE

CROISSANCE ENGAGEMENT

# RAPPORT D'ACTIVITÉS

## 2024-2025

AMÉLIORATION CROISSANCE

ENGAGEMENT

BESOIN

CONSOLIDATION

VALEUR AJOUTÉE  
INNOVATION

ACCESSIBILITÉ

ACCOMPAGNEMENT

COLLABORATION

CONTINUITÉ

COMPLÉMENTARITÉ

BESOIN ACCOMPAGNEMENT

AMÉLIORATION ENGAGEMENT

INNOVATION

VALEUR

AJOUTÉE

CROISSANCE

ACCESSIBILITÉ

# NOS CONSULTATIONS JURIDIQUES

Une hausse des besoins, une équipe disponible

Face à la hausse du coût de la vie, à l'instabilité du marché du travail et aux pressions économiques, une part importante de la population se tourne vers des services juridiques gratuits pour obtenir de l'aide. Le recours à l'assistance juridique gratuite devient ainsi un moyen essentiel pour les individus de se protéger et de défendre leurs droits dans un contexte économique incertain. Jamais une journée n'est identique au CJPGM; que ce soit en matière de logement, de consommation, de succession, de famille, etc., les juristes sont toujours prêts à outiller et soutenir les personnes selon leurs problématiques et besoins juridiques. Et qui dit besoins juridiques dit besoins psychosociaux; rien n'est laissé derrière au CJPGM, alors que l'équipe travaille en multidisciplinarité, offrant ainsi un maximum de services à l'interne.

C'est également dans ce contexte que les juristes remarquent une hausse des rencontres impliquant une personne qui se représente seule. En réponse à cette tendance, les juristes poursuivent leurs travaux afin de développer des outils et modèles de procédure, dans l'objectif d'offrir un meilleur soutien aux personnes rencontrées. Naviguer dans le système judiciaire comporte son lot de défis, et les juristes font du soutien aux individus leur mission quotidienne.

## EN CHIFFRES

# 6 836

## RENCONTRES D'INFORMATION JURIDIQUE

- 3 % rencontres virtuelles
- 5 % en personne au palais de justice
- 44 % en personne au bureau principal
- 48 % par téléphone

- 21 % des personnes nous sont référées par le palais de justice, 15 % ont entendu parler du CJPGM après avoir fait des recherches sur Internet
- 33 % famille, 26 % civil, 17 % logement, 6 % consommation, 5 % travail, 4 % succession
- Les juristes ont aidé une personne qui se représente seule devant les tribunaux dans 26 % des cas
- Les juristes ont aidé une personne avant que sa situation se judiciaireise dans 77 % des cas
- 15 % des dossiers en famille présentent un enjeu de violence conjugale

## Naissance du premier service juridique au CJPGM : service de calcul de pension alimentaire pour enfants

Les CJP offrent des services spécialisés en matière familiale depuis quelques années déjà par l'entremise d'Info-séparation. Dans un contexte où la demande en matière familiale est en constante augmentation (les tribunaux s'attendent d'ailleurs à une autre hausse avec l'introduction de l'union parentale) et où 40 % des parties se représentent seules, il y avait matière à réflexion pour les CJP. Comment bonifier notre service et maximiser l'impact d'une consultation ? Depuis le mois de décembre, il est désormais possible d'effectuer le calcul de la pension alimentaire pour enfant mineur au sein des CJP !

À la suite d'une première phase test de 3 mois, le service est en cours de déploiement au niveau national. L'équipe du CJPGM a été formée afin d'être en mesure de mieux répondre aux problématiques en matière de pension alimentaire et a officiellement commencé à offrir ce nouveau service en mars 2025. Ainsi, les juristes peuvent désormais effectuer un calcul rapide de pension alimentaire et compléter un formulaire Annexe 1, selon les besoins de la personne.

Ce nouveau service gratuit fait partie intégrante des rencontres Info-Séparation qui allient : écoute des besoins, dépistage de la violence conjugale, approche humaine, référencement, information juridique et, désormais, service juridique en matière de pension alimentaire pour les enfants mineurs.

# NOS SERVICES AU PALAIS DE JUSTICE

S'unir pour mieux servir

Depuis 2021, le CJPGM est présent au palais de justice de Montréal afin d'assurer une proximité auprès de la population.

En 2023, le CJPGM travaille en étroite collaboration avec le Barreau de Montréal (SAGE), développant un partenariat entre les deux organisations par lequel les juristes du CJPGM ont intégré les locaux du SAGE au palais de justice de Montréal afin de centraliser les services offerts aux justiciables.

Suite à un dégât d'eau au palais de justice à l'été 2024, le CJPGM doit y suspendre ses activités. Considérant l'ampleur des dégâts, le SAGE et le CJPGM entament des discussions afin d'être relocalisés. Saisir les opportunités et se relever plus fort, voilà qui résume bien la dernière année. C'est ainsi qu'est né le Juripôle, un partenariat entre le Barreau de Montréal (SAGE), le Jeune Barreau de Montréal et le CJPGM.

Le Juripôle devient le lieu de référence des personnes non représentées en quête d'information juridique gratuite. Il est dès lors possible de retrouver différents services en un seul endroit, favorisant ainsi l'accessibilité à la justice.

- Soutien juridique et psychosocial adapté et accessible
- En matière civile et en matière familiale, entre autres
- Référencement vers des ressources appropriées

Plus que jamais, le CJPGM embrasse sa mission de proximité et d'accessibilité en se rendant au palais de justice de Montréal et en offrant du soutien sans rendez-vous, là où les gens se trouvent, afin de les accueillir, de démystifier le système et de les informer sur leurs droits.

## EN CHIFFRES

**323**  
RENCONTRES AU PALAIS DE JUSTICE DEPUIS NOTRE RÉOUVERTURE EN JANVIER 2025

Présence les mardis et les jeudis au local 2.27



**JURIPÔLE**



# NOTRE SERVICE D'INTERVENTION PSYCHOSOCIALE (SIP)

Une année de consolidation !

Le réseau compte maintenant trois CJP bénéficiant des services d'intervention psychosociale. Les intervenantes présentes dans le réseau ont travaillé d'arrache-pied au cours de la dernière année pour mettre en lumière l'importance du service d'intervention psychosociale. Les intervenantes ont notamment émis un rapport de projet démontrant l'impact et la plus-value des services d'intervention psychosociale au sein des CJP. Ce rapport a permis d'effectuer une analyse approfondie des besoins, des problématiques et des particularités des personnes bénéficiaires tout en démontrant la pertinence d'un tel service, tant pour la clientèle que pour les membres des équipes. Les piliers de ce projet ont été érigés par Marine Fuentes (CJPO), Marie-Christine Loubert (CJPBSL) et Marie-Ève Turcot (CJPGM).

La pérennisation de ce projet suite au dépôt du rapport fait la fierté des trois CJP impliqués, mais particulièrement celle du CJPGM, là où le SIP a vu le jour pour la première fois. En tant qu'organisme communautaire de proximité, nous sommes très fiers du chemin parcouru, mais nous sommes particulièrement fiers d'offrir un service multidisciplinaire innovant à la population, ainsi qu'un soutien direct pour les membres des équipes.

## EN CHIFFRES

# 216

## RENCONTRES

75 % femmes

25 % hommes

60 % rencontres téléphoniques

35 % rencontres en personne

5 % rencontres virtuelles

- Dont 14 accompagnements à la cour (majoritairement à la Cour Supérieure-Chambre familiale, mais également au TAL et à la Cour du Québec-Chambre de la jeunesse).
- 71 % des personnes référées au service proviennent du volet Info-Séparation, où nous constatons de nombreux enjeux de violence, toutes formes confondues (55 %), 42 % des rencontres ont concerné la violence conjugale précisément.

Fonctions principales d'une rencontre SIP – dans le but de répondre à différents besoins, tant psychologiques que sociaux :

- 1 **GESTION DES ÉMOTIONS**
- 2 **CLARIFICATION ET EXPLORATION DES BESOINS**
- 3 **SOUTIEN PSYCHOSOCIAL**  
51.85 % des rencontres – axé sur l'écoute active, la normalisation et la validation du vécu subjectif – Visent à offrir un espace sécurisant à la personne, lui permettant de se déposer.

# NOS SÉANCES D'INFORMATION JURIDIQUE GRAND PUBLIC

Éduquer et partager le droit

Plus populaires que jamais, les ateliers et séances d'information du CJPGM créent un environnement où les personnes peuvent poser des questions, interagir avec des juristes et repartir avec une meilleure compréhension de leurs droits et obligations, tout en favorisant l'éducation et l'accès à l'information pour toutes. Nous avons surpassé nos précédents records en attirant plus de 1300 participants lors de nos 53 événements. Cerise sur le gâteau : un taux de satisfaction frôlant les 100 %. L'engouement du public pour approfondir ses connaissances juridiques nous incite à parcourir l'île de Montréal, à la conquête de discussions enrichissantes et éclairantes !

## Offre nationale

Fidèles à ses habitudes, les CJP poursuivent leur mission d'information et d'éducation juridique à travers leur offre de séances d'information nationale. Ces séances sont offertes en ligne la troisième semaine de chaque mois, soit; Tribunal administratif du logement (lundi), Petites créances (mardi) et Familial (mercredi).

## EN CHIFFRES

1 333  
PARTICIPANTS

53  
SÉANCES

TAUX DE SATISFACTION  
FRÔLANT LES 100 %

Dans plusieurs organismes partenaires, dont :

- Nouveau partenariat avec la BANQ  
3 présentations
- Centre de francisation du Cégep André Laurendeau  
11 séances
- Écoles secondaires  
6 séances
- Centre de francisation Saint-Paul  
7 séances



# IMPLICATION ET RAYONNEMENT

## Le CJPGM au cœur de la communauté

### Conférence annuelle FORLAC

Me Jennifer Fafard-Marconi a participé à un panel sur les enjeux liés à l'accès à la justice, les connaissances juridiques et les besoins des communautés plus vulnérables.



### Comité de liaison avec la Cour supérieure en matière familiale

Me Estelle Drouin-Touchette siège sur le comité à titre de représentante du CJPGM.

### Événements bénéfiques Éducaloi, Juripop, Justice Pro Bono, Option consommateur

Me Jennifer Fafard-Marconi a participé aux événements soulignant l'importance de nos partenaires en justice.



### Conférence annuelle Pro Bono

Me Jennifer Fafard-Marconi a animé un panel "Quelles sont les différentes façons d'offrir la justice communautaire?" Me Sacha Grgicevic-Lesage de Juristes mobiles a participé comme paneliste.



### Fondation du Barreau du Québec

Participation à la refonte des guides « Comment se préparer pour la cour » et au lancement.



### Comité sur la maltraitance envers les personnes âgées en contexte de cohabitation

Le CJPGM est membre partenaire, Me Estelle Drouin-Touchette siège sur le comité. Le comité a offert 3 présentations régionales de l'outil de gestion des situations de maltraitance en contexte de cohabitation.

### Table de concertation des petites créances

Le CJPGM est membre partenaire.

### Forum québécois sur l'accès à la justice civile et familiale

Me Jennifer Fafard-Marconi siège sur le comité directeur du forum au nom du réseau des CJP. Le projet de recherche-action Juristes mobiles des CJP a été classé projet porteur dans le cadre de la grande table du Forum.

### Forum des cliniques juridiques de Justice Pro Bono

Le CJPGM est membre partenaire.

### Institut québécois de réforme du droit et de la justice

Le CJPGM est membre partenaire, Me Jennifer Fafard-Marconi siège sur le conseil d'administration, le comité Accès aux lois et Ressources humaines.

### Conférence en collaboration avec le Jeune Barreau de Montréal

Me Estelle Drouin-Touchette et Me David Searle ont présenté « SOS Clientèle en détresse - Stratégies tirées de la pratique au CJPGM »

### Mois de la justice

Le CJPGM a tenu un kiosque lors des cliniques dans le métro tout le mois de mars.

### JURI RDV en violence conjugale de Juripop

Le CJPGM a participé à l'événement qui s'est tenu à Montréal.

### Prix de la justice du Québec

Me Jennifer Fafard-Marconi a participé à la cérémonie du Prix de la justice à l'Assemblée nationale décerné à professeur Pierre Noreau.

### Regroupement des organismes en PRD de l'Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ)

Le réseau des CJP siège sur ce comité qui réunit des organismes des milieux de la médiation, de l'arbitrage et des autres modes de PRD.

### Rendez-vous international de l'innovation en justice

Mme Marie-Ève Turcot a présenté le service d'intervention psychosociale développé au CJPGM.

### Réseau d'éducation juridique au Québec

Le réseau des CJP est membre partenaire.

### Comité de liaison avec le MJQ, la Commission des services juridiques et les CJP

Me Jennifer Fafard-Marconi siège sur le comité au nom du réseau des CJP.

# LE RÉSEAU DES CJP EN BREF

Expansion, unité et impact

## Toujours plus de services juridiques de proximité

En 2024-2025, les CJP ont uni leurs forces pour déployer une approche commune à l'échelle du réseau, appuyée par des outils et pratiques facilitant l'intégration de nouveaux services juridiques de proximité. Grâce à cette coordination, plusieurs initiatives ont vu le jour ou ont poursuivi leur croissance, élargissant l'offre de services juridiques de proximité adaptés aux réalités régionales.

- **Création du premier service juridique dans les CJP : ADN – Accompagnement en droit notarial** offert en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Mauricie et Outaouais.
- **Parcours petites créances** offert dans 7 nouveaux districts judiciaires pour soutenir les personnes qui sont touchées par la médiation obligatoire et l'arbitrage ou qui ont besoin de soutien pour mieux naviguer leur parcours devant ce tribunal.
- Développement d'un service de **conseils juridiques en matière de logement** destiné aux personnes âgées au sein des CJP de l'Estrie, de Montréal et du Saguenay-Lac-Saint-Jean.
- Évaluation du **service psychosocial** offert dans les régions de Montréal, du Bas-Saint-Laurent et de l'Outaouais et des possibilités d'expansion au sein du réseau.
- Intégration du **calcul des pensions alimentaires pour enfants** dans le panier de services des CJP servant les régions de Laval, Laurentides, Lanaudière, Outaouais et Montréal.
- Lancement de la **recherche-action Juristes mobiles** visant à développer des approches en justice de proximité pour répondre aux besoins de populations vivant des obstacles d'accès à la justice. Une vaste consultation sur le terrain a eu lieu afin de développer des approches qui seront testées dans la deuxième année de projet.
- Développement d'un nouveau plan d'action en matière de **modes de PRD** pour poursuivre le soutien des personnes dans leur découverte et utilisation de ces moyens pour régler leurs conflits.

## Renforcement des communications collectives pour mieux rejoindre la population

Le réseau des CJP a renforcé sa capacité à rejoindre la population grâce à une présence accrue sur les médias sociaux et au déploiement de campagnes diverses. En parallèle, un important travail de fond a été amorcé pour réviser les éléments constitutifs de ses communications, notamment sa stratégie de marque et son site Web afin de recentrer ceux-ci sur les besoins et perspectives de la population.

- Consolidation et renforcement des audiences sur les médias sociaux : le réseau des CJP rejoint plus de 175 000 personnes sur l'ensemble de ses pages.
- Activation de campagnes de promotion nationales et ciblées :
  - Service Info-Séparation
  - Service ADN
  - Semaine nationale de la justice participative
  - Parcours petites créances
  - Juristes mobiles
- Redéfinition des éléments constitutifs de la stratégie et de l'image de marque du réseau et de son site Web pour mieux les adapter à la cible principale des CJP : la population québécoise !



## Un réseau toujours plus unifié dans ses actions pour la population et sur le plan technologique

L'année a aussi été marquée par des gains significatifs en matière d'uniformisation et de mutualisation des pratiques. Le développement de nouveaux outils technologiques, combiné à des offres de services harmonisées, permet un meilleur accompagnement sur tout le territoire, en plus de soutenir la cohésion et l'efficacité des équipes.

- Création d'une nouvelle séance d'information en matière familiale offerte sur l'ensemble du territoire.
- Optimisation des outils de gestion des demandes de services et implantation de JurisEvolution.
- Renforcement des outils de communication interne au soutien de l'ensemble des équipes.

## Une structure qui évolue pour mieux porter la mission

Le réseau des CJP continue de se consolider grâce à l'implication de ses membres et de son personnel. Des travaux structurants ont été menés pour reconnaître l'expertise des équipes, harmoniser les conditions d'emploi et poser les bases d'un renforcement de la gouvernance à l'échelle nationale, dans le but de mieux soutenir les actions locales.

- Poursuite des analyses et explorations pour la mise sur pied d'un organisme national au soutien des CJP.
- Révision des échelles salariales et création d'un cadre de référence pour reconnaître l'expertise de l'ensemble des postes en CJP.
- Embauche de ressources nationales pour appuyer les nombreux travaux.





# L'ÉQUIPE

## Direction

Me Jennifer Fafard-Marconi  
Directrice générale

## Accueil et soutien administratif

Mme Wendy Catalan  
Mme José Guinta  
M Carlo Vargas

## Juristes

Me Jennifer Aubret  
soutien au service info-séparation  
Me Anne Bolduc  
Me Estelle Drouin-Touchette  
coordonnatrice aux opérations  
Me Carol-Anne Gagné  
Me Marc-Antoine Gignac  
Me Maya Khati  
Me Karine Robillard  
Me David Théodore Searle  
Me Marie-Michèle Simard  
Me Elisabeth Clara Thibault

Au cours de l'année, Me Estelle Lawrence et Me Lisa LeRoy ont également fait partie de l'équipe du CJPGM.

## Équipe nationale

Me Marie Allard  
Coordonnatrice projets nationaux

Me Émilie Brien  
Coordonnatrice du projet Juristes mobiles

Mme Karima Djaiz  
Responsable TI

Mme Vicky Gaudet  
Coordonnatrice réseau des CJP

Me Marie-Claude Leblanc  
Coordonnatrice du projet en droit du logement pour les aînés

Me Chloé Le Tourneux-Perron  
Coordonnatrice des services juridiques

Me André Phan  
Coordonnateur PRD

Mme Krystel Sauvé  
Coordonnatrice du projet ADN

Mme Claude Simard  
Responsable des communications collectives

# IMPLICATION ETUDIANTE

## Partenariat avec 4 programmes universitaires

L'équipe du CJPGM remercie l'implication de ses nombreux.es étudiant.es :

Marilou Béranecq  
Tiziana Burmester  
Lisa Denoeud  
Geneviève Gagné  
Sirine Jarweh  
Alexia Lacroix-Leduc  
Hugues Porret  
Marie-Pier Racicot  
Sophie Robitaille  
Elizabeth Schreiber  
Emma Sirois  
Rebecca Tekabe  
Élisabeth Thibault  
Denoya Thillai



# CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le CJPGM est chapeauté par un conseil d'administration formé d'administrateurs et administratrices allumés par l'accès à la justice. Nous les remercions pour leur engagement, ainsi que tous ses partenaires, collaborateurs et collaboratrices qui ont soutenu de près ou de loin les activités du CJPGM.

**En date du 31 mars 2025, le conseil d'administration était formé de :**

- **Me Aïda Mezouar**  
Présidente, désignée par la Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)
- **Me Sabina Watrobski**  
Trésorière désignée par la Chambre des notaires du Québec
- **Me Sophia Rossi**  
Secrétaire, désignée par le Barreau du Québec
- **Me Christine Paquin**  
Administratrice, désignée par le Barreau du Québec
- **Me Francis Langlois**  
Administrateur, désigné par la Chambre des notaires du Québec
- **Mme Julie Dault**  
Administratrice, CAVAC de Montréal, élue par les membres partenaires
- **Me Rachel Bilodeau**  
Administratrice, désignée par le MJQ

Le CJPGM tient également à remercier Me Carle Jane Evans, et Madame Oxana Focsa qui ont fait partie du conseil d'administration et ont dû quitter en cours d'année.

# REMERCIEMENTS

Le CJPGM tient à remercier le ministère de la Justice du Québec qui a financé ses activités au cours de la dernière année, ainsi que toute l'équipe de la DDAJ pour leur soutien.



De plus, le CJPGM remercie d'autres organismes qui l'ont aidé à réaliser sa mission.



# HISTORIQUE

**2010**

Grâce à un partenariat financier entre le Barreau du Québec, la Chambre des notaires du Québec, le ministère de la Justice et la Société québécoise d'information juridique, un projet pilote fut mis sur pied permettant l'implantation de trois CJP à travers la province : Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale et Grand-Montréal.

**2011**

Inauguration du CJPGM en présence du ministre de la Justice du Québec, Me Jean-Marc Fournier, et de près d'une centaine d'invités.

**2013**

Projets pilotes furent couronnés de succès. Les trois CJP déjà implantés ont reçu l'aval du ministre de la Justice, Me Bertrand Saint-Arnaud, pour poursuivre leurs activités de façon permanente. Depuis, sept autres CJP ont vu le jour, soit en Outaouais, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Montérégie, Côte-Nord, Mauricie et au Nunavik.

**2021**

Implantation de deux nouveaux services à travers la province : Info-séparation et Info-Dossier petites créances. Dans le cadre de ce déploiement, un CJP Laval, Lanaudière et Laurentides a été inauguré et six nouvelles ressources ont été intégrées au CJPGM.

**2022**

Implantation d'un projet d'intervention psychosociale et présence de nos juristes directement au palais de justice.

**2023**

Fin du projet pilote Info-Dossier petites créances et intégration du projet pilote Info-Séparation dans nos services courants. Début d'un service d'accompagnement à la cour.

**2025**

Début des premiers services juridiques au sein du réseau des CJP, soit le service Accompagnement en droit notarial (ADN), ainsi que le calcul de pensions alimentaires pour enfants mineurs. Création du Juripôle au palais de justice de Montréal, un lieu centralisé de partage d'information juridique. Une année sous le signe de la nouveauté et de la collaboration !

Après près de quinze ans d'activité, nous avons informé et soutenu plus de 100 000 personnes et participé à la formation de plus de 100 étudiant.es !

## Financement

Les CJP sont subventionnés par le Fonds Accès Justice du ministère de la Justice. Ce fonds spécial soutient des actions en matière d'accès à la justice. Les revenus proviennent des crédits du ministère, de l'entente Canada-Québec concernant les mesures québécoises de justice familiale et de la contribution de 8 \$ exigée des personnes qui commettent une infraction aux lois pénales québécoises.

# QUI UTILISE NOS SERVICES EN UN COUP D'ŒIL

## GENRE



## ÂGE



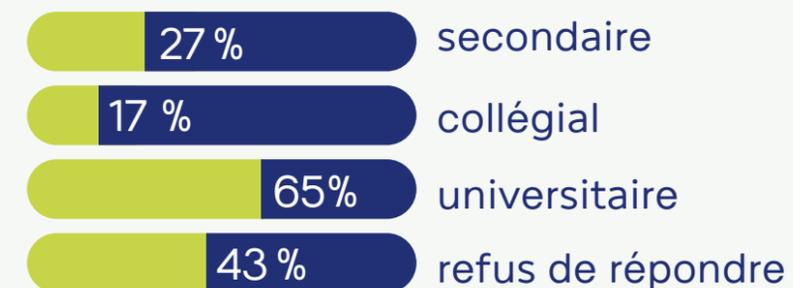
## LANGUE DES RENCONTRES



## REVENUS



## ÉDUCATION





De l'information et du soutien **personnalisés** pour vous aider à prendre des **décisions éclairées.**

C'est gratuit et pour tout le monde.  
Appelez-nous!



Connaître les **différentes options** pour mieux envisager les **solutions adaptées** à votre situation.

C'est gratuit et pour tout le monde.  
Appelez-nous!



Vous n'êtes **pas seul·e**, nous sommes là pour vous aider à **démêler le tout.**

C'est gratuit et pour tout le monde.  
Appelez-nous!



Peu importe **votre situation**, nos équipes d'avocat·e·s et de notaires sont là pour vous aider!



CENTRE DE JUSTICE  
DE PROXIMITÉ  
Grand Montréal

407 boul. Saint-Laurent, bureau 410  
Montréal, Québec, H2Y 2Y5  
514-227-3782

[justicedeproximite.qc.ca](http://justicedeproximite.qc.ca)